



INTERVIEW



Zuliana LAINEZ

Journaliste péruvienne et membre du conseil d'administration et du conseil pour l'égalité des sexes de la Fédération internationale des journalistes

Cinzia ARRUZZA, Tithi BHATTACHARYA, Nancy FRASER, *Féminisme pour les 99% - Un manifeste*, La Découverte, Paris, 2019.

Le temps des femmes au Pérou

Le 8 mars dernier, la Belgique vivait sa première grève féministe. Au même moment, partout dans le monde, d'autres femmes se mobilisaient pour faire entendre leur voix, en particulier en Espagne et en Amérique latine. Parmi les témoins de ce vaste mouvement, la journaliste péruvienne Zuliana Lainez. Pour *Démocratie*, elle fait part de ses réflexions et expériences sur l'organisation de la grève des femmes, mais aussi sur le langage non sexiste, le rôle des syndicats dans les combats féministes et les enjeux actuels du mouvement féministe au Pérou.

En mars dernier, vous avez participé à la grève internationale des femmes. Comment s'est passée l'organisation de ce mouvement ?

C'est la troisième année que le Pérou répond à l'appel. Ce n'est pas encore un processus aussi puissant qu'en Espagne ou ailleurs en Amérique latine, comme en Argentine ou au Chili. Cependant, la mobilisation réussie cette année est encourageante. Alors que la première année, c'était une initiative portée uniquement par les collectifs féministes, cette année la plateforme qui a appelé à la grève était plus large. Les syndicats notamment ont pris conscience que s'ils ne s'unissaient pas à cette action, ils resteraient à l'écart de la dynamique. Les autres mouvements sociaux se sont également ralliés au mouvement : collectifs féministes, femmes paysannes, travailleuses domestiques¹. Le second signe positif que je vois est le fait que les étudiantes de différentes facultés se soient également ralliées au mouvement.

Quels sont les enjeux des mouvements féministes au Pérou ?

À côté du mouvement féministe historique, suffragiste, qui a longtemps lutté pour le droit de vote, il y a une renaissance des collectifs féministes formés par de nouvelles générations de femmes féministes extrêmement jeunes qui font beaucoup d'activisme digital sur la toile, et ont des visions différentes de ce que doit être le féminisme, tout en s'intégrant bien au féminisme historique. Ces nouveaux collectifs sont nés en réaction au contexte des

femmes au Pérou. D'abord la thématique des féminicides. De janvier à mars, il y a eu plus de 30 cas de femmes assassinées pour la simple raison d'être femme. Les médias (et je parle à partir de mon expérience syndicale de journaliste) ont joué un rôle et ont une responsabilité dans cela. Le peu de prise de conscience dans la population par rapport à ces violences faites aux femmes est dû notamment au fait que nos collègues continuent de parler de crimes passionnels plutôt que de féminicides, mais aussi parce que nous, les journalistes, aussi bien hommes que femmes, n'avons pas appris à protéger les victimes et qu'on continue à faire des couvertures presse dans lesquelles nous donnons tous les détails sur les victimes, tout en « couvrant » les coupables. Nous sommes aussi responsables parce que nombre de médias continuent à écrire en Une qu'un homme a le droit de tuer une femme par jalousie. Une des choses que réclame le mouvement féministe est donc que les médias arrêtent de « re-victimiser » les victimes.

Un autre point qui contribue au développement des collectifs féministes, c'est l'existence d'un gros écart salarial entre les femmes et les hommes, mais aussi une plus grande précarisation des professions féminisées. Nous avons également un gros problème de harcèlement sexuel et psychologique contre les femmes sur leur lieu de travail. C'est donc pour ça que les femmes disent « Ya Basta », « Assez ». L'organisation du mouvement féministe et la mobilisation du 8 mars montrent que les femmes ne sont plus disposées à supporter ce système.

1. Ces dernières ont beaucoup lutté l'an dernier pour que s'applique la Convention n°189 de l'OIT. Celle-ci offre une protection spécifique aux travailleur-euse-s domestiques. Elle fixe les droits et principes fondamentaux, et impose aux États de prendre une série de mesures en vue de faire du travail décent une réalité pour les travailleur-euse-s domestiques. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_163731.pdf



Est-ce que le féminisme est une question importante pour les syndicats ?

C'est une question cruciale pour eux. Premièrement parce que dans leur grande majorité, les syndicats ont encore une structure très machiste. Ils ont tenté d'intégrer le genre en créant des commissions de la femme, mais sans leur donner de pouvoir dans les espaces de décision. Ces commissions sont là pour faire bonne figure. En tant que femmes syndicalistes, on a donc exigé que les responsabilités de genre, les secrétariats de genre, aient une emprise, une voix, un droit de vote dans les organes où se prennent les décisions. On observe en effet que là où les femmes sont présentes dans les postes de direction, les questions liées au genre sont abordées alors que dans les syndicats dans lesquels il n'y a pas de femmes, ces thématiques ne sont même pas mises à l'ordre du jour.

La société au Pérou est très conservatrice, et malgré une plus grande ouverture qu'avant, il y a encore beaucoup à faire dans les organisations syndicales. Par exemple, dans beaucoup d'organisations on continue de faire du 8 mars une « fête », un « jour de la femme », alors qu'il s'agit d'une commémoration et d'un jour de lutte. Par ailleurs,

“ On observe que là où les femmes sont présentes dans les postes de direction, les questions liées au genre sont abordées. ”

les syndicats aussi doivent mettre fin aux stigmatisations dues au langage, et commencer à nommer les femmes. Il faut arrêter de penser que lorsqu'on parle au masculin on parle de toutes et tous.

Vous utilisez le mot collectif au féminin. En tant que journaliste, en quoi est-ce important de se réapproprier la langue ?

Oui, c'est fondamental de se réapproprier la langue. Le langage a la capacité d'invisibiliser. On se sent en effet plus représentées lorsqu'on est « nommées ». On progresse dans l'utilisation d'un langage qui donne plus de visibilité aux femmes. En Amérique latine, il y a des discussions par rapport à la langue espagnole. Une journaliste paraguayenne, qui fait également partie du syndicat et des « collectives » féministes explique qu'elles ont bien incorporé l'utilisation de la lettre « e » au lieu du « o » ou du « a » en espagnol. (*todes* au lieu de *todas* ou *todos*).

La « collective » syndicale continue d'utiliser le « o » ou le « a », utilisant *compañeras*, ou *compañe-*

ros. Moi je mets le X (*compañerXs*), pour intégrer tout le monde. On a des *compañeras* qui utilisent le « e » pour parler un langage inclusif ; chacun·e utilise la langue inclusive comme il peut. Mais la langue nomme, et visibilise, et dans le syndicat je travaille à la formation des journalistes pour qu'ils·elles utilisent le langage inclusif, autant que le travail journalistique le permet. Par exemple, écrire « la marche était positive pour *todes* », même si le correcteur automatique finit parfois par le remettre au masculin. Mais il faut œuvrer pour que le langage soit le plus inclusif possible.

Comment être féministe dans une société comme la société péruvienne ?

Ce 8 mars, lorsqu'on a planifié la grève des femmes, l'une des premières choses qu'on a faite c'est de la concevoir comme une grève féministe, mais de continuer à l'appeler grève des femmes. En effet, les clichés sur le féminisme, qui l'associent au machisme, ont la vie dure. On doit toujours mettre en avant que le féminisme c'est la lutte pour l'égalité et non la lutte contre les hommes. Socialement, c'est donc encore difficile à assumer d'être féministe. Même au sein du syndicat, certains compagnons ont des frissons quand on parle de féminisme, sans comprendre que le syndicat devrait être par essence féministe et lutter pour l'égalité.

Un autre élément montre le degré de conservatisme de la société péruvienne. C'est la levée de boucliers qu'il y a eu lorsque le gouvernement a voulu intégrer le genre dans le programme scolaire. La réaction a été brutale, notamment de la part de la frange évangéliste de la population, qui a menacé de retirer leurs enfants de l'école et dit qu'ils n'utiliseraient pas les textes officiels. Selon eux, le ministère voulait nier qu'il existait des femmes et des hommes. Après la destitution de deux ministres, l'affaire a finalement été portée devant les tribunaux qui ont décrété (le 8 mars dernier) que le genre serait bien intégré dans le programme. Dans ce contexte, on voit qu'au Pérou il est non seulement risqué de parler de féminisme, mais aussi de genre, sans se faire accuser par les groupes conservateurs.

Par ailleurs, dans un pays multiracial comme le nôtre, nous sommes également confrontées à la question des privilèges, et notamment aux questions du féminisme blanc qu'on conçoit comme étant universel. Certaines camarades féministes sont conscientes de ces positions de privilège mais d'autres ne voient pas qu'il y a des réalités de vie différentes, et que dans une société raciste comme la société péruvienne, il y a des groupes et des collectifs qui se considèrent au-dessus des autres.

Malgré la grande diversité présente dans la « collective » féministe péruvienne, notamment avec les féministes radicales, les féministes trans ou les féministes historiques, les discussions ont lieu dans le respect. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les syndicats où il y a une pratique de disqualification de la parole de ceux et celles qui ne sont pas d'accord avec ce qu'on défend. Dans les « collectives » féministes, il y a plus de respect envers les camarades qui pensent différemment. Elles travaillent de manière intégrée, permettant le renforcement les unes des autres et le respect de tout le monde quelle que soit leur opinion.

Ce 8 mars a donc été difficile à cause de ce contexte, mais on a vu beaucoup de détermination et de courage de la part des « collectives » féministes.

Comment la mobilisation a pu se faire pour le 8 mars ? Comment avez-vous procédé pour sensibiliser la population ?

En début d'année, une femme a été assassinée, brûlée par son ex-compagnon, des fillettes ont été violées. Dans la population péruvienne, les gens consternés par les féminicides et la prise de conscience qu'il faut faire quelque chose est forte par rapport à ce type de violence.

Cependant, malgré cette prise de conscience de la population, c'est encore compliqué. Non seulement il y a une question culturelle, mais aussi générationnelle. Moi, qui viens d'un milieu syndical et qui suis impliquée dans les « collectives » féministes, j'entends encore des femmes plus âgées qui sous-entendent que lorsqu'une femme est assassinée ou battue par son compagnon c'est qu'elle aura encore fait quelque chose pour mériter cela.

Pour continuer la sensibilisation de la population, cette année, la « collective » féministe a donc lancé une initiative qui s'appelait « carreo ». Faire du « carreo », c'est monter dans un bus public pour expliquer aux gens ce qu'est le féminisme et pourquoi on s'arrête le 8 mars. Des étudiantes des Beaux-Arts, des facultés de journalisme et d'administration, ont donc été, pendant un mois, faire ce « carreo ». Elles allaient dans les bus pour sensibiliser les hommes et les femmes sur les féminicides mais aussi pour montrer qu'au Pérou, la pauvreté a un visage de femme, comme en témoigne l'extrême précarité dans laquelle vivent les femmes travaillant dans l'économie informelle (dans laquelle il y a plus de femmes que d'hommes). Ces actions de « carreo » ont été vraiment puissantes : c'était un vrai processus collectif. On a travaillé à l'élaboration d'un document, un *fan-zine* qui faisait consensus, dans lequel nous parlions du nombre de féminicides, de comment le mouvement féministe avait évolué, au Pérou, en Amérique

latine mais aussi dans le monde, et sur les raisons et les manières de se rallier à la grève des femmes. Capter l'attention des gens dans un espace public est très compliqué. Les collègues ont réussi à le faire grâce à une chanson de rap. En la diffusant, les gens finissaient par être attirés par la musique et écoutaient ce que les femmes avaient à leur dire.

Ce processus a été très important pour se reconnecter aux gens. Aujourd'hui c'est important de pouvoir se reconnecter à la base, à l'ensemble de la population qui forme la base sociale des syndicats aussi. Nous sommes tous et toutes dans le même combat et c'est dès maintenant qu'il faut aller parler en face à face avec la population de ce qui se passe

“ En Amérique Latine, la profession de journaliste est très féminisée mais les hommes dirigent 90% des médias. ”

en termes de violences contre les femmes, mais aussi de leur parler des conditions de travail, et de l'importance de se rassembler et d'agir de manière collective. Ce 8 mars, même si c'est une dynamique qui a demandé beaucoup de temps et d'énergie, et beaucoup de gens pour pouvoir obtenir un résultat, le « carreo » a permis de se renforcer et se rendre compte qu'il y avait des femmes prêtes à donner leur temps pour ça.

Quels sont vos enjeux en tant que journaliste, au Pérou et en Amérique latine en général ?

Tant au Pérou qu'ailleurs en Amérique latine, la profession de journaliste est très féminisée. 80 % des étudiant-e-s en journalisme sont des femmes et ce depuis les dix dernières années. Dans les rédactions (digitales, TV, radio, presse écrite), le nombre de femmes est d'environ 70 %. Par contre, on constate que les hommes dirigent 90 % des médias. Des 12 médias nationaux, seul un est dirigé par une femme. La thématique du plafond de verre est une réalité dans le journalisme en Amérique latine.

Par ailleurs, le sexisme est présent dès l'embauche : si une femme est en âge de faire des enfants, avant de l'engager on lui pose la question « est-ce que vous pensez avoir des enfants ? ». C'est mon cas. Quand j'ai postulé pour le secrétariat général du syndicat, les collègues m'ont demandé si je voulais avoir des enfants avant de prendre leur décision. Je ne vais pas vous répéter ce que je leur ai répondu. (rires) #

Propos recueillis par Zoé MAUS, commission internationale du MOC-CIEP

